



24 heures
1001 Lausanne
tel. 021 349 44 44
www.24heures.ch

Tirage: 68'464 ex.
Diffusion: 191'000 lect.
Parution: 6 x par sem.
Zone: 13'320 mm²
Valeur: 1'400 CHF

La Suisse ne gère toujours pas sa richesse

● Les sociologues René Levy et Olivier Moeschler accompagnent en ce moment l'enquête **Point de Suisse**, réplique contemporaine du questionnaire **Gulliver**, conçu dans le cadre de l'Expo 64 (puis censuré par le Conseil fédéral pour son regard par trop subversif).

Observateurs privilégiés des sentiments des Suisses d'aujourd'hui, ils ont accepté de livrer leurs impressions sur l'évolution du rapport de la Suisse avec sa situation économique globale florissante. «Je crois qu'actuellement il faudrait nuancer l'appréciation de la situation selon les partis politiques, estime René Levy. Les Verts mettent en garde contre les excès qu'engendre la croissance, la gauche est attentive aux disparités sociales,

alors que pour la droite ces inégalités ne sont pas importantes. Il y a eu une grande rupture dans les années 80. La préoccupation de la paix sociale, qui avait soutenu la croissance durant les Trente Glorieuses, a disparu au profit du néolibéralisme. Désormais, la valeur des entreprises réside dans les dividendes pour les actionnaires. Les salaires sont perçus comme un poids financier qui diminue les bénéfices plutôt que comme un partenariat garant de stabilité.» Olivier Moeschler ajoute: «Il y a aujourd'hui un morcellement de la classe politique, moins de consensus et des débats plus ouverts, mais aussi plus de polarisation et de blocages.»

Est-on néanmoins, en 2014, en train de gérer politiquement les effets pervers de la croissance que l'on

entrevoit en 1964? Selon Olivier Moeschler «il y a eu des progrès dans certains domaines, comme l'écologie, où la prise de conscience est maintenant générale. Les choses ont beaucoup changé, y compris au niveau des comportements. Même en Suisse romande, nous avons la taxe au sac! Par contre, sur les étrangers par exemple, les résultats de l'enquête 2014 montrent une attitude très crispée.» «On arriverait à gérer politiquement ces effets pervers si l'on voulait, ajoute René Levy. Mais je n'ai pas l'impression que la majorité politique le veut. Jusqu'assez loin à gauche, la logique économiste prévaut. On choisit de laisser faire le marché, même si l'on constate que cela ne résout rien.»